



NEMROD

Enjeux Contemporains de Défense et de Sécurité

Veille stratégique - Défense et Sécurité

SEMAINE DU 5 AU 12 NOVEMBRE 2018

SOMMAIRE :

AFRIQUE	2
AMERIQUE - ETATS-UNIS.....	5
ASIE - PACIFIQUE.....	14
EUROPE	15
PROCHE & MOYEN ORIENT	19
RUSSIE	23



AFRIQUE

CAMEROUN : LIBERATION DE 80 OTAGES DETENUS PAR DES INDEPENDANTISTES ANGLOPHONES

Les 79 élèves de la Presbyterian Secondary School de Bamenda enlevés en début de semaine ont été libérés après 48h de captivité. Cet enlèvement est le second en deux semaines, les autorités camerounaises étant en effet déjà en négociations pour la libération de 11 autres étudiants enlevés le 31 Octobre.

Le Lundi 5 Novembre, des hommes armés, dont le nombre exact n'est pas communiqué par les forces de l'ordre, font irruption dans le collège presbytérien de Nkwen, à Bamenda (Nord-Ouest du pays). Saccageant les dortoirs, ils kidnappent alors 79 élèves du secondaire, deux membres du personnel ainsi que la principale de l'établissement. Une vidéo publiée par les ravisseurs quelques heures après l'incident permet aux autorités de lier cette série de kidnappings à un groupe indépendantiste, les Amba Boys. Leur libération le 7 novembre est le fruit d'une pression exercée par l'armée camerounaise aux alentours de Bafut, ville située à quelques kilomètres de Bamenda. Trois otages, dont la responsable de l'établissement, sont toujours captifs.

Cette série d'enlèvement s'ancre dans deux contextes distincts. Le premier est la dégradation du contexte sécuritaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, les uniques régions anglophones du pays. Les mouvements indépendantistes, menant une véritable guérilla contre les autorités fédérales de Yaoundé, dénoncent le système éducatif francophone. La fermeture des établissements de Bamenda concernés par les kidnappings était d'ailleurs l'une de leurs revendications. A ce contexte d'insécurité se superpose la réélection de Paul Biya. La victoire du président camerounais lors des élections du 7 octobre, lui permettant d'entamer un septième mandat, est justement contestée pour les faibles taux de participations des deux régions anglophones (5% et 15%). « Hold up » électoral pour certains, qui dénoncent la manipulation de l'élection. Ils estiment que, malgré la confirmation des résultats par la Cour Constitutionnelle le 19 octobre, le président a été élu sans la prise en compte des populations anglophones, peu favorables à sa candidature.



JEAN-YVES LE DRIAN EN GAMBIE ET AU SENEGAL POUR UN RENFORCEMENT DES RELATIONS BILATERALES

Le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères s'est rendu à Banjul, capitale de Gambie, et à Dakar, capitale du Sénégal les mardi 5 et mercredi 6 novembre. Ces deux visites du chef de la diplomatie française ont été marquées par la volonté de Paris d'approfondir les relations bilatérales entre la France et ces deux Etats d'Afrique de l'Ouest.

En Gambie, M. Le Drian a réaffirmé le soutien de la France au président Adama Barrow. Ce dernier, élu à l'issue du scrutin de décembre 2016, s'est vu contesté son mandat par le président sortant M. Jammeh, qui refusait de céder le pouvoir. C'est l'opération militaire sénégalaise mandatée par l'ONU, initiée dès janvier 2017 pour imposer le respect des élections, qui lui permit de prendre ses fonctions. Le soutien de la France s'illustre par un investissement de cinquante millions d'euros sur quatre ans (2019-2023). Cette somme permet le financement d'infrastructures stratégiques (eau potable, agriculture), et se double de la réouverture d'une antenne diplomatique à Banjul.

Au Sénégal, messieurs Le Drian et Macky Sall, président de la République du Sénégal, ont axé leurs discours sur la coopération franco-sénégalaise. Les échanges ont principalement concerné le train express régional en cours de développement, la coopération pour l'éducation et le projet de l'Ecole Nationale à Vocation Régionale (ENVR) de cybersécurité. Dans le cadre de relations que le quai d'Orsay espère toujours plus étroites, trois conventions ont été signées dans le domaine de la lutte contre le réchauffement climatique.

Ces deux rencontres permettent à Paris de se placer comme un acteur fiable et responsable, tout en tournant définitivement la page de la vision paternaliste de la Françafrique. Le soutien à la démocratie, à l'écologie, et au développement sur le long terme (éducation, infrastructure) sont en ce sens révélateurs.

LIBYE : DES ELECTIONS PREVUES EN 2019 ?

L'envoyé spécial de l'Onu en Libye, Ghassan Salamé, a annoncé jeudi l'organisation d'une conférence nationale en Libye dans les premières semaines de 2019 afin d'accélérer la tenue des élections présidentielles.

D'après, M. Salamé, cette conférence fournira « une plateforme » aux Libyens pour leur permettre d'exprimer leur vision de l'avenir et de « ne plus être ignorés » par la



classe politique. Ces élections ont pour premier objectif de mettre un terme définitif au chaos et à l'instabilité qui règnent dans le pays depuis le renversement de Moammar Khadafi en 2011. En septembre dernier, le projet porté par la France d'organiser les élections le 10 décembre avait été avorté devant le veto des Etats-Unis et de la Russie. S'adressant au conseil par vidéoconférence depuis Tripoli, M. Salamé a également précisé que la conférence, pourtant en discussion depuis l'an dernier, avait vu sa tenue retardée en raison de blocages politiques.

Cette annonce intervient alors même que l'Italie s'apprête à accueillir ce lundi un sommet international sur la Libye. Si la proposition faite par l'envoyé onusien est votée par la Conseil de sécurité, le processus électoral débutera au printemps 2019, à la suite de la conférence.



AMERIQUE - ETATS-UNIS

LA *SPACE DEVELOPMENT AGENCY* NE REQUERRA PAS DE COMPETENCE SPATIALE

Patrick Shanahan, n°2 du Pentagone s'est exprimé sur la future force spatiale et en a révélé quelques détails. Tout d'abord, il a estimé que son coût devrait être inférieure à 13 milliards de dollars, chiffre avancé par l'*US Air Force*, dénoncé aujourd'hui comme surévalué (dans le but de tuer le projet dans l'œuf).

Mais bien plus, Shanahan aurait déjà un nom pour diriger la *Space Development Agency*, qui serait en charge de développer les critères et les standards en matière technologique et qui serait, dans son esprit, la pierre angulaire de la nouvelle architecture spatiale du Pentagone. Cependant, son directeur ne devrait pas venir du domaine spatial malgré ce qui était attendu : « *Ce n'est pas tant une mission spatiale ... c'est plus une opportunité unique dans une vie de gérer des projets et leur intégration* », privilégiant ainsi les capacités de gestion à une réelle connaissance des problématiques techniques et d'ingénierie.

De ces développements récents commence à émerger une certaine vision de la *Space force* et de la *Space Development Agency* : en mettant en avant les capacités de gestion plus que la conscience des enjeux du domaine spatiale, il semblerait que le n°2 du Pentagone veuille avant tout développer une force opérationnelle le plus rapidement possible, qui n'aurait pas en tant que telle de fonction stratégique mais supporterait la charge de la concentration de l'effort et du développement de la puissance spatiale militaire.

ELECTIONS DE MI-MANDAT : CONSEQUENCES POTENTIELLES SUR LA POLITIQUE DE DEFENSE ET BILAN CYBER

Mardi 6 novembre, lors des *mid-terms*, les Démocrates ont pris le contrôle de la Chambre des représentants américaine tandis que les Républicains ont consolidé leur majorité au Sénat.

La victoire démocrate dans la chambre basse pourrait bien marquer un coup d'arrêt aux hausses des budgets dédiés à la défense aux États-Unis. En effet, avec l'arrivée de cette « *vague bleue* » à Washington, de nombreux investissements devraient être



faits pour tenter de régler les problèmes domestiques : éducation, sécurité sociale, emploi et qualité de vie seront vraisemblablement les priorités budgétaires de la nouvelle Chambre. Déjà très critique des sommes versées au Pentagone (\$716 milliards) lors de la négociation du budget 2019, le démocrate le plus haut placé au sein du *House Armed Services Committee*, Adam Smith, devrait en prendre la présidence à la suite des résultats des élections. Cette nouvelle présidence constituera un obstacle conséquent aux projets de l'administration concernant le budget de la défense alors qu'une baisse de 33 milliards de dollars pour le budget de la défense a déjà été annoncée pour 2020. Adam Smith a déclaré que le Congrès doit s'assurer que l'armée américaine n'est pas engagée dans des conflits contraires aux valeurs ou intérêts américains : s'il en venait à présider le comité, il devrait faire en sorte que le Congrès utilise son rôle de contrôle, notamment sur des théâtres comme le Niger ou le Yémen où l'engagement américain est mal connu et mal compris du public. Il est partisan de la réduction du nombre de bases américaines, du rôle de l'armée américaine à travers le monde et de l'arsenal nucléaire.

En parallèle, ces élections d'une importance critique constituaient un test pour les capacités de cyberdéfense américaines, dont les failles avaient été largement mises en lumière lors des dernières élections présidentielles.

Les élections de mi-mandat se referment et avec elles se terminent la collaboration exceptionnelle du Département de la Sécurité Intérieure et du Pentagone en matière de cyberdéfense pour en protéger l'intégrité. Les autorités avaient pris la mesure de la chose, avec un déploiement de conseillers dans chaque Etat et une centralisation fédérale et étatique qui permettait de faire remonter tout fait en temps réel. L'augmentation numérique des incidents est donc surtout due à cette nouvelle organisation. Bilan des *midterms* en termes de cyber-activités : aucune action relevée, ce qui a le don d'interpeller les autorités. De fait, elles doivent désormais réfléchir aux élections présidentielles de 2020 sans que des certitudes ne soient sorties de la cyberdéfense de celle-là. En effet, les autorités du renseignement sont convaincues depuis l'ingérence présumée dans les élections de 2016 que d'autres Etats puissances ont pour objectif d'influencer le jeu démocratique américain, au premier rang desquels la Russie, la Chine et l'Iran. Chris Krebs, chef de la cybersécurité au département de la sécurité intérieure avait évoqué l'idée d'un « *échauffement* » pour les élections de novembre : le vrai enjeu est l'élection présidentielle de 2020. Face à cela, une rénovation de certains systèmes de votes électroniques vieillissants doit être menée. Mais c'est également du côté des réseaux sociaux que la réflexion doit être menée, car les desseins d'ingérence n'ont jamais diminué de ce côté de la cybersphère : quelques heures avant le début de l'élection, *Facebook* a fermé 30 comptes et *Instagram* 85 désignés comme appartenant des entités nationales étrangères.



LA COREE DU NORD ANNULE DES DISCUSSIONS AVEC LES ETATS-UNIS

Pyongyang a annoncé l'annulation de la rencontre prévue jeudi 8 à New York entre le ministre des Affaires étrangères nord-coréen Kang Kyung-wha et son homologue américain Mike Pompeo. Cette rencontre devait avoir pour objet l'avancée du processus de démantèlement de son arsenal nucléaire par Pyongyang ainsi que la préparation d'un deuxième sommet bilatéral entre les dirigeants américain et nord-coréen. La diplomatie nord-coréenne n'a pas avancé d'autres raisons pour cette annulation que celle d'emplois du temps très chargés. Néanmoins, plusieurs analystes estiment qu'il pourrait s'agir d'une manœuvre assez classique visant à accroître la pression sur Washington en vue de l'organisation prochaine d'un nouveau sommet entre Donald Trump et Kim Jong-un puisque les dirigeants nord-coréens considèrent qu'il est plus aisé d'obtenir des concessions de la part du Président américain que de responsables moins haut placés de l'administration. De fait, Donald Trump semble avoir ralenti le rythme des tractations diplomatiques devant le manque d'implication de Pyongyang envers son engagement de dénucléarisation. Avant même l'annulation, le Président américain avait d'ailleurs déclaré ne pas « *jouer la montre* » avec Pyongyang en ce qui concerne l'accord sur la dénucléarisation, tandis que son Conseiller à la Sécurité nationale John Bolton annonçait qu'une rencontre entre les dirigeants américain et nord-coréen n'aurait pas lieu avant 2019.

COREE DU SUD : EXERCICE MILITAIRE BILATERAL DE TAILLE MODESTE

Des exercices militaires bilatéraux de taille relativement modeste ont réuni les États-Unis et la Corée du Sud lundi 5 novembre, quelques jours avant les discussions prévues puis annulées (cf. brève précédente) entre Mike Pompeo et des dignitaires nord-coréens sur la dénucléarisation et la préparation d'un second sommet entre les deux pays. Ce « *Korean Marine Exchange Program* » faisait pourtant partie des exercices suspendus pour une durée indéterminée en juin après le sommet de Singapour. Malgré sa « *réactivation* », il n'a réuni que 500 *Marines* américains et sud-coréens. Le ministre de la Défense sud-coréen présent à Washington à la fin du mois d'octobre a déclaré que Washington et Séoul prendront une décision d'ici le mois de décembre concernant le déroulement des exercices militaires bilatéraux de l'année 2019 suite aux suspensions annoncées en juin.



La tenue de ces exercices pourrait ne pas être sans lien avec le ralentissement des négociations entre Pyongyang et Washington sur la dénucléarisation de la péninsule.

UN PLAN POUR AUGMENTER LES VENTES D'ARMES AMERICAINES A L'ETRANGER

Jeudi 8 novembre, le Département d'Etat a dévoilé un document détaillant la mise en œuvre de la nouvelle politique de l'administration Trump en matière d'exportations d'armement, dite CAT (*Conventional Arms Transfer*). Cette dernière avait été présentée en juillet et avait été critiquée par son manque de précision. Le document s'axe autour de trois lignes d'efforts : la priorité donnée à la concurrence stratégique et économique, l'organisation en vue du succès et la création d'environnements propices. En parallèle, trois grands changements devraient affecter le domaine de l'export d'armement: 1) la modification de la liste de produits soumis aux réglementations *ITAR* très contraignantes, afin de les faire dépendre des procédures du Département du Commerce, gagnant ainsi en rapidité dans un contexte très concurrentiel; 2) l'étoffement des équipes du Département d'Etat en charge de ces dossiers; 3) l'exploration de nouvelles options de financement des exportations de défense.

MER NOIRE : INCIDENT ENTRE UN AVION DE RECONNAISSANCE AMERICAIN ET UN CHASSEUR RUSSE

Un avion de chasse russe s'est approché dangereusement près d'un avion de reconnaissance de l'*US Navy* au-dessus de la mer Noire lors de la dernière semaine d'octobre. L'*US Navy* a publié une vidéo d'un *Sukhoi Su-27 Flanker* sur le côté droit d'un *EP-3E ARIES II* lors de ce qui est présenté comme une mission de routine dans l'espace aérien international. L'avion russe a ensuite viré à droite et s'est éloigné à l'aide de son système de post-combustion pour accélérer, ce qui a forcé l'avion américain à subir les remous de son départ abrupt. En plus d'avoir été une rencontre éprouvante pour les pilotes, elle semble aussi marquer un retour à un comportement de Guerre Froide dans le ciel d'Europe de l'Est. Ces interceptions étaient nombreuses au crépuscule de la Guerre Froide mais encadrées par un accord de 1972 (INCSEA) qui visait à calmer les tensions en évitant des accidents qui auraient conduit à de graves incidents diplomatiques. Or, aujourd'hui, les conditions d'interception fixées par les différents accords sont de moins en moins respectées alors même que les deux anciennes superpuissances patrouillent de plus en plus près l'une de l'autre, avec des attitudes de plus en plus agressives. La



dernière interception de ce type a eu lieu en janvier quand un avion russe a volé à moins de 2 mètres d'un avion de l'*US Navy*.

YEMEN : FIN DU RAVITAILLEMENT DES AVIONS SAOUDIENS PAR LES ÉTATS-UNIS

Vendredi 9 novembre, le Pentagone et l'Arabie Saoudite ont annoncé que les États-Unis allaient cesser de ravitailler les avions de combat saoudiens engagés dans les opérations contre les rebelles Houthis au Yémen. L'assistance militaire et l'entraînement des forces saoudiennes afin d'améliorer la précision de leurs frappes aériennes ne sont pas affectés par cette décision. Ainsi cette dernière devrait avoir peu d'impact sur les combats, d'autant que l'Arabie Saoudite rémunérait les États-Unis pour ces ravitaillements, mais elle permet au gouvernement américain de pouvoir se vanter d'avoir adopté des mesures contre l'Arabie Saoudite en raison de la guerre au Yémen. Le Congrès souhaiterait que l'administration réduise les ventes d'armes américaines au royaume saoudien ou qu'elle prenne des mesures plus importantes. Néanmoins, les associations humanitaires critiquant le conflit voient dans cette décision une victoire et la reconnaissance de la part de l'administration américaine de l'opposition qu'elle rencontre dans son soutien à la guerre au Yémen. Pour le gouvernement, l'influence américaine permet de réduire le nombre de victimes civiles et les États-Unis doivent donc continuer à travailler avec la coalition.

FRONTIERE MEXICAINE : POINT DE SITUATION SUR LE ROLE DE L'ARMEE

L'envoi de 7000 militaires à la frontière sud des États-Unis à l'approche de deux « *caravanes* » de migrants en provenance d'Amérique centrale divise l'administration américaine. Le Pentagone tient à s'assurer que leur rôle sera limité au soutien au personnel chargé du contrôle de la frontière et pas étendu, comme le suggérait le département de la Sécurité intérieure, à la construction d'infrastructures destinées à abriter les migrants détenus. Donald Trump avait en effet déclaré à *Fox News* la semaine dernière qu'il était prévu que des tentes soient montées pour détenir les migrants en attendant de traiter leurs demandes d'asile.

D'après le général Terrence O'Shaughnessy, commandant de l'*US Northern Command* et en charge du déploiement en question, l'armée construira tout de même des infrastructures destinées à accueillir le personnel des forces armées et du Service des douanes et de la protection des frontières (*Customs and Border Protection*). Lundi dernier, 4800 hommes étaient présents aux abords de la frontière.

Précision importante dans le cadre du débat sur les règles d'engagement, seule la police militaire y est armée et chargée de la sécurité des soldats dont la grande



majorité ne porteront pas d'armes et il n'est pas prévu que les troupes déployées soient au contact des migrants ou de potentiels manifestants afin de respecter l'interdiction juridique de participer aux opérations de maintien de l'ordre sur le territoire national. Ces forces déployées, en particulier les unités du génie, sont donc chargées de la mise en place de barrières temporaires et de barbelés. Elles s'occuperont aussi de la surveillance aérienne de la frontière à l'aide d'hélicoptères et de systèmes de détection.

LA FORCE SOUS-MARINE DE L'US NAVY CREE UNE NOUVELLE UNITE D'ENTRAINEMENT

Un nouvel escadron a été créé dans le cadre du renforcement des efforts d'entraînement des équipages de sous-marins d'attaque de l'*US Navy*. Il sera spécifiquement chargé de simuler des forces adverses, avec un accent porté sur la Russie et la Chine. L'enjeu est de durcir la préparation opérationnelle des sous-marins d'attaque américains en renforçant le niveau de réalisme des simulations de combat.

LE CHEF DES OPERATIONS NAVALES AMERICAIN APPELLE LA CHINE A RESPECTER LE CODE DE CONDUITE EN MER

L'amiral John Richardson, Chef des opérations navales (*CNO*) de l'*US Navy* a appelé jeudi 1^{er} Pékin à revenir au respect du Code de conduite sur les rencontres imprévues en mer (*Code of Unplanned Encounters at Sea*), signé en 2014 par 21 Etats du Pacifique. L'enjeu est de minimiser les risques d'incidents susceptibles de conduire à une dynamique d'escalade militaire. Cette déclaration fait suite à des manœuvres risquées conduites par un destroyer chinois de type *052C* à proximité du destroyer américain *USS Decatur*. L'amiral Richardson a néanmoins tempéré son propos en soulignant que la majorité des interactions navales entre les deux marines se faisaient en conformité avec le Code et avec professionnalisme. Il a enfin déclaré que l'*US Navy* allait reprendre ses déploiements de navires de type *LCS (Littoral Combat Ship)* en Asie méridionale, sans en préciser la date.

SYRIE : LES ETATS-UNIS DETERMINES A CONTRER LES ACTIVITES IRANIENNES

James Jeffrey, envoyé spécial des Etats-Unis pour la Syrie, s'est adressé à la presse mercredi 7, réitérant la détermination de Washington à faire pression sur Téhéran



via des sanctions financières ainsi qu'à contrer les activités directes et indirectes conduites par l'Iran au Levant et au Yémen. Outre le renouvellement de la volonté américaine de voir le retrait de Syrie des forces commandées par Téhéran, le diplomate américain s'est inquiété des modalités de mise en œuvre et de contrôle des batteries de missiles sol-air *S-300* livrées par Moscou au régime syrien. Il a enfin souhaité que la Russie poursuive sa politique conciliante à l'égard des frappes conduites par les forces aériennes israéliennes à l'encontre de cibles iraniennes en Syrie, soulignant « *l'intérêt existentiel* » d'Israël à entraver toute projection de puissance par Téhéran, en particulier des systèmes de missiles sol-sol.

F-35 : L'US AIR FORCE ACCROIT LE RYTHME OPERATIONNEL DES ENTRAINEMENTS

Le 388^e escadron de combat, implanté sur la base aérienne de Hill dans l'Utah, a conduit 150 sorties durant les deux dernières semaines, soit un nombre supérieur à la cadence ordinaire. Il s'agit pour l'US Air Force de mettre à l'épreuve la capacité des équipages et équipes de maintenance de *F-35* à faire face à un tempo opérationnel proche de celui des opérations dans lesquelles les forces américaines sont engagées. Les entraînements sont axés sur des missions de combat et des scénarii tactiques impliquant des réparations, des récupérations de pilotes éjectés ainsi que du combat en environnement de communications dégradées.

AFGHANISTAN : UN OFFICIER AMERICAIN TUE

Un officier du renseignement militaire relevant de la Garde Nationale de l'US Army et servant dans la *Special Operations Joint Task Force* a été tué à Kaboul lors d'une attaque « *interne* », c'est-à-dire perpétrée par un membre des forces de sécurité et de défense afghanes. Il s'agissait du *Major* Brent Taylor, maire de la ville de North Ogden, dans l'Utah.



AMERIQUE LATINE

AMERIQUE CENTRALE : HAUSSE DES BUDGETS 2019 DE DEFENSE

Le Guatemala veut augmenter de 32 % son budget 2019 de Défense en sollicitant auprès du Congrès national près de 350 millions de dollars. Cette augmentation comprend la création du *Centre National de Cyberdéfense*. Les investissements stratégiques comprennent également 4 avions *Cessna CE 208B Caravan* et des radars militaires. Le Honduras va augmenter son budget de défense de 8,9 % en 2019. Des investissements seront réalisés auprès de *Damen Shipyards* et *Cotecmar*. Le pays prévoit également de poursuivre ses partenariats avec Taiwan et Israël.

BOLIVIE : FONDATION DU CENTRE D'INVESTIGATION ET DEVELOPPEMENT AEROSPATIAL

L'Ecole Militaire d'Ingénierie *Mariscal Antonio José de Sucre (EMI)* a fondé le *Centre d'Investigation et Développement Aérospatial*. Dédié à la défense nationale, il doit permettre le développement des drones en Bolivie. L'EMI a déjà construit et utilisé différents modèles de drones, notamment avec l'aide du *Laboratoire d'Aviation non équipée*.

CHILI : REUNION *MECANISMO 2+2* AVEC LE PEROU

La réunion *Mecanismo 2+2* entre les gouvernements chilien et péruvien prévue pour le 7 novembre dernier a été reportée suite à une avarie de l'avion transportant le ministre des Affaires Etrangères chilien Roberto Ampuero de retour d'un déplacement en Asie.

Il s'agit de la sixième édition des réunions *Mecanismo 2+2* dans le cadre du *Comité Permanent de Consultation et Coordination Politique Pérou-Chili* fondé en 2001. Régulièrement interrompus par la Cour Internationale de la Haye, ces rassemblements permettent aux deux Etats latino-américains de renforcer leurs compétences mutuelles. Les différences de capacités militaires entre les deux voisins constituent néanmoins un obstacle à une plus ample coopération.



CUBA : TOURNEE ASIATIQUE DE MIGUEL DIAZ BERNAL

Depuis 1959, Cuba fut dirigée successivement par les Frères Fidel et Raul Castro qui maintenaient la ligne définie à partir de la Révolution Cubaine. En 2018, Miguel Diaz Bernal a été choisi comme successeur de Raul Castro à la tête du régime cubain. Le changement à la tête du pays ne semble pourtant pas inaugurer une évolution dans les orientations politiques du pays.

Lors de la 73e session de l'Assemblée Nationale des Nations Unies à New York, le chef d'Etat cubain s'est montré ferme à l'égard du bloc nord-américain sur Cuba. Le vote à l'ONU a d'ailleurs conforté sa position. Il a entamé en octobre dernier une tournée diplomatique en commençant par la Russie de Vladimir Poutine. Il a poursuivi son itinéraire à Pyongyang à la rencontre du chef d'Etat nord-coréen Kim Jong Un. Il s'est rendu en Chine, notamment à Shanghai où il s'est entretenu avec les autorités chinoises. Enfin, il est en ce moment au Vietnam où il poursuit son rapprochement avec les puissances asiatiques. Ces visites officielles peuvent être lues comme autant de défis lancés aux Etats Unis.

A travers ces déplacements, le nouveau dirigeant cubain souhaite briser l'isolement de son pays mais également renforcer ses liens avec certains pays considérés comme hostiles par les Etats Unis. Miguel Diaz Bernal va-t-il poursuivre la vision castriste de la politique cubain ou amorcer une rupture avec les décennies précédentes ?



ASIE – PACIFIQUE

COREE - LES MESURES D'APAISEMENT ENTRE LES DEUX COREES SE POURSUIVENT LE LONG DE LA DMZ

Les forces nord et sud-coréennes se sont chacune retirées de 11 postes de garde le long de la zone coréenne démilitarisée (DMZ) qui sépare les deux pays. Cette évolution, une condition préliminaire au retrait de tous les postes de gardes situés dans cette zone tampon fortement militarisée (la Corée du sud en posséderait 60, la Corée du Nord près de trois fois plus), s'inscrit dans le cadre de l'accord conclu en septembre entre Kim Jong Un et son homologue Moon Jae-In. Il est également prévu que, sur ces 22 postes, tous soient détruits sauf deux d'ici la fin du mois. D'autres mesures œuvrant pour la démilitarisation ont également été prises récemment, conformément aux efforts annoncés, du déminage à la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne aux alentours de la frontière. L'apaisement des relations intercoréennes suit donc son cours alors qu'entre Washington et Pyongyang le dialogue semble bloqué par le refus nord-coréen d'envisager des négociations si les sanctions ne sont pas allégées au préalable.

JAPON – DE NOUVELLES ARMES POUR DEFENDRE LES ILES SENKAKU

Le ministère de la Défense japonais travaille sur le développement de drones sous-marins pour la protection des îles contestées par la Chine. Cette technologie permettrait d'assurer une surveillance sous-marine à moindre coût. Capables de rester longtemps sur place, ne nécessitant aucun équipage embarqué et moins chers à développer, ils pourraient compléter les capacités sous-marines du Japon. L'autre axe de développement technologique prioritaire pour le Japon dans le cadre de la protection de l'archipel est celui du planeur supersonique qui permettrait de frapper loin, fort et précis. A proximité du Japon, la Russie et la Chine travaillent sur des projets comparables.



EUROPE

FRANCE – LE PORTE-AVIONS CHARLES DE GAULLE REPREND LA MER

Après plus d'un an et demi de rénovation et 4 millions d'heures de travail, le porte-avions Charles de Gaulle reprend la mer pour des séries d'essais avant un déploiement opérationnel. Ces travaux, d'un coût d'1,3 milliard d'euros, ont permis d'adapter les systèmes embarqués afin de le rendre opérationnel jusqu'en 2040, date prévue pour son désarmement. Parmi les principales modernisations se trouvent : le remplacement du combustible des deux chaufferies nucléaires K15 ; la mise à niveau des systèmes de détection radar ; ainsi que des modifications techniques du pont d'envol, puisque le porte-avions n'accueille plus que des Rafale marine (une quarantaine) depuis le retrait des Super-Étendard en 2016.

Lors du salon Euronaval, la ministre des Armées, Florence Parly, a annoncé le lancement des études pour le porte-avions nouvelle génération (PANG) qui sera le successeur du porte-avions Charles de Gaulle à cet horizon.

FRANCE – DEPOT D'AMENDEMENTS SUITE A L'ANNULATION DE 404,2 MILLIONS D'EUROS DE CREDITS DU BUDGET DES ARMEES

Le 7 novembre, un projet de loi de finances rectificative (PLFR) pour 2018 était présenté en conseil des ministres. Contrairement à l'usage, intégré à la loi de programmation militaire (LPM) actuelle, qui veut que les surcoûts liés aux opérations extérieures (Opex) et intérieures (MISSINT) soient pris en charge par un financement interministériel, ce projet laisse à la charge du ministère des Armées le financement de ces surcoûts.

Le surcoût des Opex pour 2018 est estimé à 1,37 milliard d'euros, dont 790 millions ont été provisionnés. Le reste, soit 580 millions, ne sera donc pas pris en charge par la solidarité interministérielle comme cela était initialement prévu. Pour y faire face, le ministère a mentionné des sommes immédiatement disponibles, notamment 155 millions d'euros de masse salariale en définitive non utilisés, pour cause de départs d'effectifs plus nombreux que prévus, en particulier chez les sous-officiers. Notons que lors de son [audition par la commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale le 26 septembre](#)



[dernier](#), le chef d'état-major de l'armée de Terre, le général Jean-Pierre Bosser, faisait état d'un « *fort déficit [d'effectifs] chez les officiers et les sous-officiers* ».

Ce sont en définitive 404,2 millions d'euros que le ministère des Armées doit encore, en urgence, puiser dans ses crédits. Les postes auxquels ils étaient initialement alloués en seront par définition amputés : ainsi, 319 millions d'euros seront retirés au programme 146 « Équipement des forces ».

Cette annonce a provoqué l'indignation de nombreux parlementaires, en particulier au sein du parti Les Républicains, mais également dans les rangs de La France Insoumise. Les deux groupes à l'Assemblée nationale ont respectivement déposé un amendement au PLFR, dans le sens d'un retour du financement des surcoûts liés aux Opex par les crédits interministériels.

Au Sénat, la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées a également réagi : « *Je pense à nos armées ; la déception doit être grande, au seuil de l'entrée dans la nouvelle LPM, qui a généré tant d'espoirs, et qui se trouve d'emblée fragilisée* », a ainsi déploré Christian Cambon, président de la commission.

En octobre 2016, un [rapport de la Cour des comptes](#) passait au crible le système de financement des surcoûts liés aux Opex par la solidarité interministérielle, déplorant qu'il « *évite d'avoir à formuler de façon transparente, au moment de la construction de la loi de finances initiale, la réalité des contraintes financières liées à la conduite des OPEX* ». Il concluait : « *[Ce système] ne permet pas au Parlement de disposer des éléments d'appréciation utiles pour le débat budgétaire. Le budget de la défense doit refléter de manière réaliste et sincère la charge que représente les OPEX sur la nation* ».

Si la justification du PLFR par le Gouvernement s'inscrit dans la droite ligne de cette conclusion, amputer les crédits du ministère apparaît aux yeux du public et des commissions parlementaires spécialisées contre-productif : l'engagement intensif des armées françaises à l'intérieur et à l'extérieur du pays, et les contraintes budgétaires afférentes, sont des sujets qui suscitent bien plus d'intérêt qu'il y a encore quelques années. La LPM 2019-2025 faisait montre d'une prise en compte volontaire et réaliste des besoins des armées - à la hauteur de l'intensité de leurs engagements. Par contraste, le contenu du PLFR renvoie davantage au contexte qui a poussé à la démission le général Pierre de Villiers, alors chef d'état-major des Armées, en juillet 2017.

ESPAGNE – UN ECHANGE POSSIBLE D'APPAREILS AVEC LA FORCE AERIENNE COREENNE



La force aérienne espagnole (Ejército del aire), qui entend renouveler sa flotte d'avions d'entraînement chiliens CASA C-101 Aviojet et ENAER T-35 Pillán, pourrait bien procéder à un échange d'appareils avec la force aérienne coréenne (RoKAF), qui cherche, elle, à renforcer ses capacités de transport aérien militaire en complétant ses flottes de CN-235 et de C-130H Hercules. Du côté espagnol, la proposition mettrait en jeu quatre à six exemplaires du A400M « Atlas » d'Airbus, figurant parmi les 14 appareils excédentaires que Madrid souhaiterait revendre, n'ayant décidé de mettre en service que 13 avions sur les 27 réceptionnés.

Aux dernières nouvelles, le gouvernement espagnol consentirait à un rabais de 15% sur le prix unitaire de l'A400M. Du côté coréen, cela engagerait 34 turbopropulseurs KT-1 et 20 avions d'entraînement T-50 « Golden Eagle », permettant à l'Ejército del aire de moderniser sa flotte à moindre coût, tandis que *Korea Aerospace Industries* pourrait progressivement s'imposer sur le marché européen. Si un accord devait être trouvé, la valeur totale de l'échange serait de l'ordre de 890 millions de dollars.

FRANCE – PREMIERE REUNION A PARIS DES MINISTRES DE LA DEFENSE DES PAYS MEMBRES DE L'INITIATIVE EUROPEENNE D'INTERVENTION.

Réunis ce mercredi 7 novembre à Paris, les ministres de la Défense des neuf pays ayant signé, le 25 juin dernier, une lettre d'intention actant leur engagement dans l'initiative européenne d'intervention (IEI), se sont rencontrés pour la première fois dans ce cadre et ont validé officiellement l'adhésion de la Finlande, premier État non-membre de l'Otan à rejoindre cette initiative. Portant ainsi à dix (France, Allemagne, Danemark, Belgique, Pays-Bas, Espagne, Estonie, Portugal, Royaume-Uni et Finlande) le nombre d'États participant à cette coopération opérationnelle approfondie, les ministres ont également défini les orientations politiques de l'IEI pour la période 2018-2019.

L'initiative, lancée par la France, a pour but de « favoriser l'émergence d'une culture stratégique européenne commune et de créer les conditions préalables pour de futurs engagements coordonnés et préparés conjointement sur tout le spectre de crise » selon les termes du ministère de Armées (DlCoD). Cette réunion est intervenue le lendemain d'une interview du Président de la République Emmanuel Macron sur Europe 1, où il a appelé de ses vœux la création d'une « vraie armée européenne ».



NORVEGE – ACCIDENT D'UNE FREGATE DE LA MARINE NORVEGIENNE A L'ISSU DE TRIDENT JUNCTURE

Dans la nuit du 7 au 8 novembre, après avoir participé aux grandes manœuvres de l'exercice de l'Otan *Trident Juncture 18*, la frégate anti-sous-marine Helge Ingstad de la Marine royale norvégienne a été heurtée par un pétrolier maltais, le Sola TS, à la sortie du port de Sture, près de la ville de Bergen. Huit marins ont été légèrement blessés lors de la collision accidentelle, qui a provoqué une importante voie d'eau, et l'ensemble de l'équipage a dû être évacué. Si pour éviter qu'il ne sombre, le navire a été volontairement échoué et stabilisé à proximité de la côte sur des blocs de rochers, les opérations de sauvetage de la frégate s'annoncent néanmoins difficiles.

Ce bâtiment fait partie des cinq uniques frégates de la classe *Nansen* de la Marine royale norvégienne, dont le coût unitaire s'était élevé à environ 500 millions d'euros. Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'Otan et ancien Premier ministre de la Norvège, s'est dit convaincu que cet accident n'allait en rien altérer les capacités du royaume à participer aux opérations de l'Otan.



PROCHE & MOYEN ORIENT

TURQUIE: EXPLOSION D'UN DEPOT DE MUNITIONS

Depuis vendredi soir, l'agence officielle *Anadolu Ajansı* fait état de 25 blessés et 7 morts dans les rangs turcs, à la suite d'une explosion d'un dépôt de munition dans la province de Hakkari.

Cette province est située au Sud-Est de la Turquie, dans la région du Kurdistan turc, et borde l'Iran et l'Irak. C'est une région particulièrement sous tension, où se déroulent de nombreux combats de "contre-terrorisme" contre les milices Kurdes comme le PKK. L'explosion serait d'origine accidentelle, engendrée par un exercice de tir. Toutefois, seul un nombre très limité d'informations circule expliquant la cause de l'explosion.

Cette explosion se place dans un contexte d'offensives "antiterroristes", initié le 2 novembre, dans la province d'Hakkari, mais aussi à Tunceli, Muş, et Diyarbakır. Ce ne sont ainsi pas moins de 17 "terroristes" du PKK qui ont été déclarés "neutralisés" cette semaine. Cette offensive aurait aussi permis de saisir 24,250 kg d'explosifs, et de détruire 33 abris.

YEMEN : INTENSIFICATION DES COMBATS AUTOUR DU PORT D'HODEÏDA.

Le port d'Hodeïda est le plus important du Yémen, 70% de l'aide humanitaire y transite. Contrôlé par la rébellion houthie depuis 2014, la coalition menée par l'Arabie saoudite et ses alliés yéménites ont lancé une vaste offensive depuis le 1^{er} novembre pour sa reconquête. Elle est menée dans les airs par la coalition notamment au moyen d'hélicoptères de combat Apache ; sur terre les troupes loyalistes se livrent à un combat de rue. Pour la première fois jeudi 8 novembre, les forces loyalistes ont réussi à pénétrer de plusieurs kilomètres dans Hodeïda. Ces derniers ont ensuite pris le contrôle du plus grand hôpital de la ville, l'hôpital du « 22 mai ». Les forces soutenues par la coalition saoudienne ne seraient plus qu'à 3 kilomètres du quartier général des Houthis, nommés le « 7 juillet ». Le vendredi 9



novembre fut la journée la plus sanglante pour les Houthis qui ont perdu 110 combattants selon des sources médicales. Les combats auraient entraîné la mort de 382 combattants des deux côtés depuis le 1^{er} novembre. Face au péril, 445 000 habitants de la ville sur 600 000 auraient déjà fui pour se réfugier dans le nord du pays, détenu par les Houthis. Le chef de la rébellion a promis que les Houthis se « battront jusqu’au dernier ».

COALITION SAOUDIENNE : RIYAD CONTRAINTE DE RENONCER AU PRINCIPAL SOUTIEN LOGISTIQUE AMERICAIN.

Samedi 10 novembre, les autorités saoudiennes ont annoncé que la coalition contre les Houthis prendrait elle-même en charge le ravitaillement en vol de ses avions engagés dans la guerre au Yémen, débutée en mars 2015.

Les autorités saoudiennes auraient elles-mêmes demandé la fin de l’assistance américaine. Décision justifiée par l’amélioration des techniques de la coalition, leur permettant dorénavant d’assurer elles-mêmes ce ravitaillement en vol. La question du ravitaillement est centrale dans la stratégie aérienne de la coalition car elle offre à ses avions de plus longs temps de vol ainsi qu’une capacité de réaction très rapide. Des doutes ont été émis quant à cette version officielle. Les autorités américaines, en réaction à l’affaire de l’assassinat de Jamal Khashoggi, auraient annoncé à la coalition leur volonté de cesser d’assurer le ravitaillement en vol. Les autorités saoudiennes ont alors préféré prendre les devants, pour que cette décision ne puisse être analysée comme un désaveu de la politique étrangère de Riyad par son allié américain. Pour le spécialiste Andreas Krieg, le ravitaillement en vol représentait l’aide opérationnelle « la plus importante » dont bénéficiait la coalition et cette perte ne pourra être comblée.

LIBYE : OUVERTURE DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE DE PALERME

Ce lundi débute la conférence de Palerme, réunissant la Libye, l’Allemagne, les États-Unis, la France, l’Italie et la Russie.



Suite à l'accord de Paris en mai dernier, la Libye s'était engagée à organiser des élections législatives d'ici décembre mais elle n'est pas parvenue à adopter une constitution nécessaire à leur déroulement.

L'Italie organise cette conférence en vue d'aborder la question du rétablissement de la stabilité de l'État libyen. Les quatre principaux acteurs politiques et militaires libyens y seront réunis comme en mai dernier mais ne semblent toujours pas avoir trouvé une position commune sur la sortie de la crise libyenne. C'est ainsi que le 3 novembre, l'Ambassadeur de l'UE a rappelé son soutien quant à la tenue des élections à Al-Sarraj, Président du Conseil présidentiel, alors même que le Haut Conseil d'État a décidé de son côté de geler la réforme de l'exécutif le 10 novembre. Le 8 novembre, Khalifa Haftar, commandant en chef de l'Armée nationale libyenne, prenait l'initiative de rencontrer le ministre russe de la Défense. Même si tous les protagonistes s'accordent sur la nécessité de rétablir un gouvernement effectif, rien ne présage pour l'instant qu'ils parviennent à trouver une ligne directrice commune.

IRAK : UNE VOITURE PIEGEE EXPLOSE A MOSSOUL

Une voiture piégée a explosé jeudi 8 novembre dans la ville irakienne de Mossoul, faisant deux morts et 11 blessés. Il s'agit de la première explosion terroriste à Mossoul depuis l'expulsion de l'État islamique l'année dernière.

Les troupes et les groupes paramilitaires ont repris Mossoul en juillet 2017, des mois avant que le gouvernement ne déclare que l'Etat islamique avait finalement été battu en Irak. Mais le groupe mène toujours des attaques sanglantes, principalement dans les montagnes escarpées du nord et dans les zones désertiques le long de la frontière occidentale avec la Syrie.

À Mossoul, Les forces de sécurité arrêtent encore fréquemment des suspects djihadistes, démontent des cellules dormantes et découvrent des tunnels et caches djihadistes. L'attaque de jeudi n'a pas été revendiquée dans l'immédiat, mais les forces de sécurité ont accusé des "terroristes".





RUSSIE

11 NOVEMBRE : VLADIMIR POUTINE A PARIS

A l'occasion du centenaire de l'armistice de la première guerre mondiale, Vladimir Poutine, comme annoncé, s'est rendu aux commémorations qui réunirent environ 80 chefs d'Etat à Paris.

Il n'a pas participé, ainsi que son homologue et ennemi américain Donald Trump, à la marche commémorative jusqu'à la flamme du soldat inconnu, que pourtant Angela Merkel, la chancelière allemande et Emmanuel Macron, président de la République française, accompagnés de tous les chefs d'Etats et représentants des pays présents, ont menée. En effet, le président russe serait parti de Moscou au petit matin, afin d'arriver tout juste à l'heure pour les cérémonies. De même, aucune entrevue n'a été organisée au préalable entre le président de la Fédération de Russie et son homologue américain, et de nombreux médias français pointent la volonté d'Emmanuel Macron de ne pas vouloir que cette entrevue vole la vedette aux commémorations. Cependant, la poignée de main entre les deux hommes s'est soldée, de la part de Vladimir Poutine, d'un grand sourire, accompagné d'un "pouce en l'air" à l'intention de Donald Trump.

Si le rapprochement n'est pas écrit dans le marbre, la jovialité semblait au rendez-vous pour la rencontre rapide entre les chefs d'Etat. Et cette poignée de main était très attendue au niveau géopolitique, comme nouvel indicateur du baromètre des relations russo-américaines. De plus, si le président américain ne viendra pas au Forum de la Villette pour la paix, qui a lieu, sur l'initiative du président français, dans l'après-midi suivant les commémorations, Vladimir Poutine, quant à lui, y participe. Cela montre-t-il une volonté du chef d'Etat russe d'ouvrir le dialogue avec la France, l'Europe ou d'autres nations du monde ? En effet, en instituant la première édition de cette réunion pour la paix, Emmanuel Macron souhaite consacrer le multilatéralisme, dans un temps où la résurgence de l'idée de nation tend à défavoriser ces unions entre Etats.

RECEPTION DU DERNIER SYSTEME S-400 PAR LE MINISTERE DE LA DEFENSE RUSSE

Le consortium Almaz-Antei, spécialisée dans la défense et l'armement, a livré le dernier système S-400 « *Triumph* » de l'année au ministère russe de la Défense



d'après le média russe Ria Novosti.

Selon un communiqué de presse du consortium, la livraison du système S-400 « *Triumph* » a eu lieu dans un cosmodrome de la région d'Astrakhan au Sud-Est du pays. « *Les essais ont été un succès* » a affirmé le service de presse de la société russe. En effet, à la demande du ministère de la Défense russe, des tirs ont été réalisés dans le cosmodrome avec de vraies cibles aériennes rapporte Ria Novosti.

Selon le site *Army Recognition*, le S-400 est un système de missile sol-air longue portée conçu pour détruire « *les missiles guidés, les avions stratégiques et de combat, les missiles balistiques à longue et moyenne portée ainsi que toutes les menaces aériennes actuelles et futures* ». Ces systèmes d'armement, d'après le colonel Alexandre Agafon, chef de la division des préparations des forces aériennes russes, « *ont rempli leur mission* » et prouvent leur efficacité lors des exercices militaires *Vostok 2018*.

Par ailleurs, le système S-400 est un des produits phares des exportations russes, puisque la Chine et la Turquie disposent de ces armes. L'Inde a récemment signé avec la Russie un contrat de livraison de cet équipement pour une valeur de 5,2 milliards de dollars.

L'ARMÉE SERBE ENGAGÉE D'IMPORTANTES MANŒUVRES À L'OCCASION DU CENTENAIRE DE 1918

Le Président serbe Aleksandar Vucic a commenté les exercices militaires appelés « *Le Centenaire des vainqueurs* » entamés à l'occasion du centenaire de l'Armistice à Pasuljanske Livade (Est). Selon lui, les forces armées « *se renforcent considérablement* ». 8000 soldats et une centaine de chars ont participé à ces exercices.

Ces exercices surviennent au même moment que la décision du Kosovo de mettre en place une armée nationale. La défense kosovare était alors assurée par une force internationale. Belgrade ne reconnaît pas l'indépendance de son ancienne province peuplée en majorité d'Albanais. Aleksandar Vucic et son homologue kosovar Hashim Thaçi, dans un contexte tendu, ont entrepris depuis juillet de reprendre les discussions afin de normaliser les relations entre leurs deux pays.

Le Président serbe a par ailleurs affirmé que la Serbie, avec la Hongrie, était l'une des plus grandes puissances militaires de la région tandis que « *les autres sont loin, loin derrière* ». Il a souligné que la Serbie possédait un grand nombre de chars mais comptait se doter de nouvelles technologies. « *Nous avons déjà commandé les premiers drones à nos amis chinois, les gens verront ça en 2019* » a ainsi précisé le chef de l'Etat serbe. Ces déclarations ont eu lieu juste avant le départ d'Aleksandar Vucic à Paris, où il assistera au Forum pour la Paix organisé par le Président français Emmanuel



Macron. Son homologue kosovar sera lui aussi présent lors de cet événement.



NOTRE EQUIPE :

AMERIQUE : Xavier Marié, Simon Roche, Boris Delagenière, Thomas Péan, Clémence Cassé

AFRIQUE : Jean Galvé, William Lenfant, Sabil Zeroual, Camille De La Rochère, Matthieu de Ramecourt

ASIE - PACIFIQUE : Mathilde Tison, François-Xavier Le Quintrec, Gauthier Birkui, Aurélien Debièvre, Vincent Bernard-Lafoucrière, Margaux Martin-Péridier

EUROPE : Cyrille Bricout, Solène Moitry, Christophe Goldman, Sara Valeri, Maxime Tamburello, Benjamin Helman, François Gaüzère-Mazauric, Paul Marion, Gustav Abolgassemi

PROCHE ET MOYEN ORIENT : Tanguy Sirot, Luc Vincent, Naël Madi, Côme Allard de Grandmaison, Constance Parpou

RUSSIE : Justine Gadon-Ferreira, Suzanne Kaltenbach, Lucille Laurent, Anne Maurin, Clara Arnaud